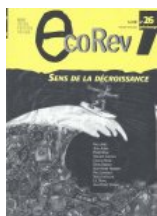


## Croissance, décroissance et soutenabilité.

dimanche 15 avril 2007  
par Aurélien Boutaud [[spip.php?auteur316](#)]  
popularité : 4%



Le mouvement de la décroissance connaît en France un succès grandissant. Mais qu'en est-il dans le reste du monde ? A peu près intraduisible en anglais, absente de la plupart des autres langues, la décroissance serait-elle une idée exclusivement francophone ? Aurélien Boutaud, docteur en science et génie de l'environnement de l'École des Mines de Saint-Etienne et spécialiste des politiques publiques de développement durable, tente de répondre à cette question. Il nous rappelle en quoi les débats français sur la décroissance recourent les questionnements internationaux sur la soutenabilité.

Si le terme de décroissance n'est guère utilisé en dehors de l'hexagone, il faut pourtant bien admettre que la majorité des questions qu'elle suscite aujourd'hui en France se posent avec la même acuité partout ailleurs. Dans le monde anglo-saxon en particulier, on retrouve sensiblement les mêmes débats et les mêmes oppositions à propos cette fois-ci de la soutenabilité (sustainability). Car si la soutenabilité s'avère apparemment plus consensuelle que la décroissance (première partie), les façons de l'interpréter et de la mettre en œuvre sont sujettes à de fortes controverses. Entre tenants de la soutenabilité faible (deuxième partie) et partisans de la soutenabilité forte (troisième partie), on ne voit effectivement pas de la même manière le rôle que la croissance économique est censée jouer...

### 1) Un objectif apparemment consensuel : (re)devenir soutenables

La notion de soutenabilité est plus ou moins directement née des réflexions du Club de Rome au début des années 1970. Le modèle élaboré par Dennis Meadows et ses collègues [1] tentait alors d'inclure différents paramètres démontrant la capacité limitée de l'environnement mondial à répondre de manière pérenne aux besoins grandissants de l'économie humaine. Il aura néanmoins fallu attendre le début des années 1990 pour qu'une forme de mesure synthétique de cette soutenabilité soit enfin proposée grâce à l'empreinte écologique. Une brève analyse de cet indicateur et de ses résultats nous permet de bien mesurer les enjeux.

L'empreinte écologique cherche à évaluer la "quantité de nature" nécessaire pour permettre à une société de répondre durablement à ses besoins en matière d'alimentation, de logement, de transports et d'autres biens et services. Il s'agit de considérer l'économie comme un organisme qui consomme des ressources et rejette des déchets. Puisque ces ressources proviennent de la nature et que les déchets générés y retournent, la question qui se pose est alors la suivante : quelle partie reproductive de nature est nécessaire pour répondre durablement à nos besoins ? Autrement dit, quelle surface de sols bioproductifs nous faut-il pour produire chaque année, notamment par le biais de la photosynthèse, ce que nous consommons durant cette même période (énergie, bois, fibres, fruits, légumes, céréales, viande, lait, ressources halieutiques, etc.) ? Et quelle surface de sols est nécessaire pour assimiler nos déchets et nos pollutions (déchets ménagers, CO2...) ?

L'empreinte écologique de la France est aujourd'hui estimée à 5,6 hectares par habitant, tandis que la moyenne mondiale s'élève à 2,3 hectares par habitant [2]). Sachant par ailleurs que notre planète nous offre environ 11,5 milliards d'hectares de sols bioproductifs susceptibles d'être mobilisés pour répondre aux besoins humains, cela revient à dire que la part de sols bioproductifs disponibles pour chaque habitant de la planète équivaut en moyenne à 1,8 hectares – ce que nous appellerons "seuil de soutenabilité". Or l'empreinte écologique moyenne mondiale est aujourd'hui supérieure à ce seuil. Cela signifie tout simplement que, conformément à ce que prédisait le Club de Rome il y a plus de trente ans, l'humanité consomme aujourd'hui davantage de services issus de la nature que l'écosystème peut en régénérer.

Dans le même ordre d'idée, les experts du GIEC estiment que pour stabiliser le réchauffement climatique il ne faudrait pas que les émissions anthropiques de CO2 dépassent la capacité de la nature à les assimiler, ce qui représente à peu près 12 milliards de tonnes par an (environ 1,9 tonne de CO2/hab). En confrontant ces deux indicateurs (CO2/hab et empreinte/hab) et les PIB de 130 nations du monde, on s'aperçoit alors que, en moyenne, plus le PIB d'un pays est élevé et plus son empreinte écologique ou ses émissions de CO2 sont importantes.

#### Seuils de soutenabilité

Empreinte écologique (à gauche), émissions de CO2 (à droite) par rapport aux PIB de 130 pays en 2003.

Sources des chiffres utilisés pour l'empreinte écologique : Loh J., Golfinger S., 2006 ; pour les émissions de CO2 : AIE, 2006 ; pour les PIB : Banque Mondiale, 2006).

On aurait alors tendance à en déduire que croissance et soutenabilité font plutôt mauvais ménage. Mais les tenants de la croissance économique ne s'en laissent pas compter pour autant...

### 2) Soutenabilité faible : la croissance comme solution ?

Après avoir longtemps nié ou minimiser les problèmes de soutenabilité (épuisement des ressources ou dégradation générale des écosystèmes) un certain nombre d'économistes néoclassiques ont finalement développé une approche de la soutenabilité que l'on qualifie généralement de "soutenabilité faible". Cette dernière s'appuie notamment sur la théorie de Hotelling selon laquelle le prix d'une ressource évolue en fonction de sa rareté, si bien qu'à épuisement la demande s'annule, remplacée par l'apparition d'un substitut technologique. Emise dans les années 1930, cette théorie a servi de support au raisonnement de Solow et Hartwick [3] qui, dans le courant des années 1970, avanceront l'hypothèse complémentaire selon laquelle le degré de substitution entre actif d'environnement et capital artificiel est "parfaite". Cette hypothèse de substituabilité suggère à peu de choses près que l'épuisement des ressources ou la dégradation de l'environnement sont légitimes à partir du moment où ces ressources (ou ces dégradations) permettent la création d'un capital artificiel (technologique ou financier) qui sera lui-même légué aux générations futures... en lieu et place du capital naturel dégradé ou épuisé.

L'hypothèse de substituabilité a de quoi surprendre. Mais force est pourtant de constater qu'il s'agit là d'un point de vue éminemment positiviste que les économistes utilitaristes de tous bords n'ont pas eu de mal à s'approprier, entraînant avec eux une part non négligeable de scientifiques, d'industriels ou encore de responsables politiques. Il faut dire que cette hypothèse a de quoi séduire puisque, grâce à elle, la sacro-sainte croissance économique apparaît alors non plus comme le problème, mais au contraire comme la solution : c'est en effet elle qui est censée permettre à l'humanité de développer la recherche et le capital technologique qui permettront de faire face aux problèmes écologiques... et ceci, bien entendu, sans avoir besoin de remettre profondément en cause nos habitudes de production et de consommation.

Que ce soit au niveau international ou national, on trouve aujourd'hui de nombreuses voix pour défendre cette vision des choses. Le danois Björn Lomborg [4] est par exemple devenu célèbre en défendant une telle approche. En France, Claude Allègre est peut-être le représentant le plus médiatique de cette pensée. Mais on constate également un tel optimisme techniciste parmi de très nombreuses personnalités, comme par exemple Yves Coppens qui n'hésite pas à faire preuve de sa foi en la croissance et en la technologie en affirmant que, grâce à elles, la génération à venir parviendra à "maîtriser la tectonique des plaques, programmer les climats, se promener dans les étoiles et coloniser les planètes qui lui plairont". Quitte même, s'il le faut, "à bouger la Terre pour la mettre en orbite autour d'un plus jeune Soleil". [5] Pourquoi donc s'inquiéter ?

### 3) Soutenabilité forte : la croissance en cause

A l'autre opposé, les tenants de la "soutenabilité forte" adoptent une approche beaucoup plus prudente vis-à-vis de la technologie. Portée à l'origine par différents penseurs que l'on rattache parfois au mouvement de l'Ecological economics (René Passet en France, Nicholas Georgescu-Roegen ou Herman Daly aux Etats-Unis, par exemple) l'approche de la soutenabilité forte considère que le capital environnemental est constitué d'éléments fondamentaux qui ne sauraient faire l'objet d'une substitution technologique satisfaisante. L'eau que nous buvons, l'air que nous respirons, les grands équilibres naturels, biogéochimiques et climatiques, tout cela relève à leurs yeux d'un bien commun de l'humanité qui ne peut être remplacé ou dégradé car il conditionne la possibilité de survie des générations présentes et futures. Puisque l'environnement est fragile et que ses capacités sont limitées, et puisque le système économique est un sous-système qui tire ses ressources du système écologique englobant, les tenants de la soutenabilité forte en déduisent que c'est au système économique de s'adapter et de contraindre ses exigences afin de respecter les limites de l'écosystème. Herman Daly [6] propose par exemple quelques règles de précaution minimales permettant d'assurer cette pérennité du capital naturel : ne pas exploiter les ressources renouvelables au-delà de leurs taux de régénération, ne pas excéder les capacités d'assimilation et de recyclage des écosystèmes dans lesquels les déchets sont rejetés, ou encore ne pas exploiter les ressources fossiles au-delà de leur capacité de substitution par des ressources renouvelables.

Partant de ces principes, et dans la continuité du rapport du Club de Rome, certains tenants de la soutenabilité forte en arrivent logiquement à remettre en cause la croissance économique – en particulier celle des pays les plus riches. Les défenseurs de la soutenabilité forte considèrent qu'il est urgent de réduire notre empreinte écologique, en comptant sur des changements radicaux de comportements individuels et collectifs davantage que sur l'émergence d'un très hypothétique miracle technologique censé résoudre à lui seul tous nos problèmes : consommer moins (et mieux), éviter les gaspillages, refuser le superflu, recycler, échanger, réparer, favoriser les productions locales, se déplacer en vélo plutôt qu'en 4x4... bref, refuser l'injonction qui nous est continuellement faite de consommer et polluer toujours davantage.

#### Conclusion : La décroissance, approche francophone de la soutenabilité forte ?

Au final, la décroissance renvoie donc à des débats entre écologie et économie qui n'ont rien de purement francophone. Il est par exemple évident que les tenants de la décroissance

s'inscrivent dans la droite ligne de la soutenabilité forte. Mais faut-il pour autant en conclure que la décroissance se confond exactement avec ce courant de pensée ? Ce serait sans doute exagérer. Car le mouvement de la décroissance ne limite pas sa critique au problème écologique, loin s'en faut. Il trouve d'ailleurs une bonne partie de ses fondements dans l'analyse des conséquences néfastes que l'idéologie productiviste exerce sur la société elle-même – et pas seulement sur son environnement. C'est d'ailleurs cette critique "sociologique" qui amène les objecteurs de croissance à rejeter massivement non seulement la croissance économique, mais également le concept de développement... contrairement à certains partisans moins radicaux de la soutenabilité forte qui s'en accommodent parfois plus facilement.

**Aurélien Boutaud**

---

[1] Meadows D.H., Meadows D.L., Randers J., Behrens W.W.III (1992) *Halte à la croissance : les limites de la croissance*. Club de Rome, 346 p.

[2] Les chiffres d'empreinte écologique et de biocapacité sont issus de Loh J., Goldfinger S. (2006) *Rapport Planète vivante 2006*, Ed. WWF International, 41 p.

[3] Solow R., 1974, Intergenerational Equity and exhaustible resources, in *Review of Econ. Studies*, n° 41, pp. 29-45 ; Hartwick J.M. (1977) Intergenerational Equity and the investing of rents from exhaustible resources, in *American Economic Review*, 77, 5, pp. 972-974

[4] Lomborg B. (2004) *L'Ecologiste sceptique : le véritable état de la planète*, Le Cherche-midi, 742 p.

[5] Article d'Yves Coppens publié dans Le Monde du 3 septembre 1996

[6] Daly H. E. (1990) Toward operational principles of sustainable development, in *Ecological Economics*, n° 2, pp. 1-6.

---

## Commentaires Forum fermé

---